

## Observations sur le dossier complémentaire

**Le dossier complémentaire remis par le pétitionnaire est daté d'août 2017. Les données ne sont pas actualisées alors qu'il s'avère que d'importants changements sont intervenus.**

### La cessation des activités de la SA LPC

Pour le financement du projet, le dossier énonce : *L'équilibre financier du projet est donc assuré par les apports en fonds propres en provenance de la SA LPC HOLDING d'un niveau significatif. Par suite, la présente étude prévisionnelle fournit les éléments de validation des ressources financières présentes et futures (sur la durée de période de notre étude) du groupe constitué par la SA LPC et sa filiale principale SA LIOT CHATELLERAULT, fournis en annexe.*

Les tableaux qui suivent présentent le réalisé 2014, 2015, 2016, et le prévisionnel 31/12/2017 et années 1 à 5. Il s'avère que les tableaux de la SA LPC sont en total décalage par rapport à l'évolution de cette société. Alors que le tableau affiche un chiffre d'affaires HT de 1 359 759 au 31/12/2017, le compte de résultats est en réalité de 0. Le chiffre d'affaires pour les années suivantes, de l'ordre 1 400 000, est lui aussi obsolète, car le chiffre d'affaires réalisé reste à 0.

Source : données RCS

<https://www.societe.com/societe/lpc-402712889.html>

Ce décalage pourrait s'expliquer par la vente de la SA LPC. L'acte daté du 15/09/2016 a été enregistré au SIE POITIERS SUD le 19/09/2016. L'annonce a été publiée dans le BODACC le 20/10/2016.

En février 2020, lors de l'enquête publique Liot Châtellerault, M. Pierre Liot indique que sa société n'a jamais été vendue. *« Concernant la société de Holding SA LPC celle-ci n'a jamais été vendue et existe toujours et ses comptes sont toujours déposés. Même si une information a été publiée au BODACC elle n'a jamais été entérinée au greffe du tribunal de commerce ».*

Source : *Enquête publique suite à la demande d'autorisation d'exploiter Ets Liot Unité de traitement des issues de Céréales à Châtellerault (7 janvier 21 février 2020). Courrier en réponse au commissaire enquêteur.*

Non seulement le dossier sur les capacités financières n'est pas actualisé, mais le dossier signé en août 2017 aurait dû faire état des changements intervenus dans la SA LPC, à la suite de décisions prises en 2016. Dès 2017 la SA LPC n'a plus de salariés et son chiffre d'affaires tombe à 0.

Sachant que de 2004 à 2016 la société LPC a fourni les prestations administratives à la SCEA Les Nauds (la redevance annuelle apparaît dans les comptes), qui assure maintenant ces prestations ?

### L'évolution de la SCEA

Le prévisionnel annonce des changements dans le capital social de la SCEA pour 2018. Est-ce que ces changements sont réalisés ? Le dossier devrait permettre de connaître le capital social actuel.

Le site de la préfecture fait état d'une cessation partielle d'activité à la date du 1/01/2017. Quels sont ces changements, et quelles en ont été les conséquences ? Pourquoi cette cessation intervenue fin 2017 n'est-elle pas mentionnée dans le dossier ?

Source : *Notification de cessation partielle d'activité d'une ICPE relevant du régime de déclaration à la date du 1/01/2017 (notifiée le 6/03/2017). Publié sur le site de la préfecture*

### **Des affirmations publiques de 2020 contredisent ce dossier financier**

M. Pierre Liot a remis ce dossier en début d'année 2020. Au même moment, dans une enquête publique concernant la SA LIOT Châtellerauld, il affirme qu'il n'existe aucune relation entre la S.A. Liot Châtellerauld et la SCEA Les Nauds : « *La seule relation entre la SA Liot Châtellerauld et la SCEA Les Nauds est que Monsieur Liot est le propriétaire des deux sociétés. Pour des raisons de commodités l'adresse des deux sociétés est à Châtellerauld* »

Source : *Enquête publique suite à la demande d'autorisation d'exploiter Ets Liot Unité de traitement des issues de Céréales à Châtellerauld (7 janvier 21 février 2020). Le courrier du 28 février de la SA Liot-Châtellerauld, en réponse aux observations du commissaire enquêteur*

Est-ce que cela signifie que les relations démontrées dans l'étude financière ne sont plus d'actualité ? Sinon, pourquoi nier ces relations.

**Le public n'a pas connaissance des capacités techniques et financières actuelles du pétitionnaire. Les informations communiquées sont trop anciennes.**

*Association ASPECT  
Coussay-les-Bois  
29 juin 2020*